



Tandis qu'à Douala on a voté dans le calme dans les bureaux de vote au collège Alfred Saker, à l'école publique de Bastos dans la métropole politique, l'ambiance a été d'une autre nature. De l'argent a coulé à flots. Les 186 conseillers municipaux inscrits ont été bien servis selon des informations recueillies.

A l'école publique de Bastos, la journée ne s'est pas achevée après le passage des conseillers devant l'urne. De sources concordantes font état de ce que chaque conseiller après avoir rempli son devoir, aurait perçu dans une salle prévue pour la circonstance, la somme de 50 000 Fcfa en coupures de 5000 Fcfa. De l'argent versé cash, au vu et au su de tous. De quoi jeter du discrédit sur l'organisation de ces élections.

Si l'on s'en tient aux chiffres avancés par Elecama, ce sont 10 000 électeurs qui étaient attendus dans les différents bureaux de vote de la ville de Yaoundé. Un calcul vite fait renseigne que ce sont près de 500 millions de Fcfa qui auraient ainsi été remis sous le prétexte de « l'argent de taxi ». Des cadres d'Elecama et même ceux du Ministère de l'Administration territoriale, ne démentent pas cette information.

Un fait qui vient donner raison à l'organisation non gouvernementale « Un Monde à Venir », basée à Douala. Elle qui, dans un communiqué publié avant le 25 mars 2018, a alerté l'opinion publique sur l'illégalité des Sénatoriales qui viennent de s'achever, due au collège électoral

parcellaire. L'organisation coordonnée par Philippe Nanga a attiré, se rappelle-t-on, « l'attention du Gouvernement sur les risques de conflits que comporte l'organisation des élections prévues en 2018 avec un code électoral non consensuel, et porteur de germes d'irrégularités et de fraudes, surtout dans un contexte d'insécurité qui peut favoriser la tentation sécessionniste dans les régions du Sud et Nord-ouest ».